

trictions mondiales étaient peu nombreuses comparativement à celles de l'heure actuelle. Nous voyons que, durant les mois d'août et septembre de cette année, les liquidations de blé de provenance canadienne l'emportaient de 60 p. 100 sur celles de l'année dernière. Les statistiques préparées par le Bureau de la statistique révèlent également que, durant les huit premiers mois de l'année courante, nous avons exporté 263,065 quintaux de bacon et de jambon, soit une augmentation de plus de 500 p. 100 comparativement à la même période de l'année dernière. Ces chiffres dépassent de beaucoup ceux de 1930, alors que les importations et les exportations furent pour ainsi dire d'égal volume. Au cours de la même période, les exportations de bœuf frais se sont montées à 23,915 quintaux, ce qui est près de deux fois la quantité exportée l'année dernière, sans égaler, toutefois, celle de 1930. Nous avons exporté 30,924 quintaux de beurre, soit seulement la moitié des exportations de l'année dernière, mais tout de même cinq fois plus que celles de la période correspondante de 1930. Pendant la même période, nous avons exporté 417,850 quintaux de fromage, soit une augmentation d'environ 25 p. 100 sur les périodes correspondantes des deux années précédentes. Nos exportations de bestiaux sont en diminution de 24 p. 100, mais, chose curieuse, les rendements n'accusent qu'un léger fléchissement comparativement à la période correspondante de l'année dernière. Nos exportations d'avoine se sont élevées à 9,284,867 boisseaux, soit huit fois plus qu'en 1930. Les exportations d'orge ont été de 7,483,974 boisseaux, soit près de trois fois celles de 1930. Nous avons exporté 7,548,862 boisseaux de seigle, soit près de quarante fois la quantité de 1930. Au chapitre du tabac, les exportations de cette même période ont été de 9,006,082 livres, soit plus de deux fois celles de 1930 et presque le double des exportations de l'année dernière. Quoi qu'en disent certains membres de la gauche, il n'en demeure pas moins que, sous le régime de la politique du ministère actuel, le Canada vend aujourd'hui plus de produits agricoles que durant ces dernières années.

En ce qui concerne la partie de l'Adresse relative aux questions monétaires, il est regrettable que la date tardive de la conférence économique empêche pour le moment toute action dans ce domaine. Il est indiscutable que les délibérations de cette conférence pourront avoir une influence considérable sur la conduite de cette Chambre.

L'un des plus graves problèmes de l'univers, à l'heure actuelle, est peut-être celui de la modicité des prix, modicité sans précédents. Cette question se rattache de près aux pro-

blèmes monétaires. On reconnaît généralement, je crois, que la crise de 1929 a eu pour origine l'effondrement du système monétaire universel, ce qui indiquerait chez lui une faiblesse et la nécessité de cette conférence.

Il y en a qui regardent le régime bancaire comme presque parfait. A la lumière de mes connaissances, je ne puis être de cet avis, bien qu'une comparaison de notre système avec celui qui est en vogue dans la grande république américaine semblerait indiquer que nous avons été fort bien partagés. Les statistiques que j'ai reçues en juin dernier montrent que depuis le début de la dépression plus de cinq mille banques ont fait faillite aux États-Unis, et que les déposants ont perdu approximativement 5 milliards et demi de dollars. Les Canadiens ont échappé à cette calamité. J'en conclus donc que nos déposants jouissent d'une ample sécurité. Mais il me semble que la distribution du crédit de la part des banques est défectueuse. J'attends avec impatience les résultats de la conférence économique universelle et la discussion de ce sujet à la Chambre.

Je ferai brièvement allusion à la conférence économique impériale au point de vue de son importance pour l'agriculture. Tout en comprenant parfaitement que la prospérité du Canada pour atteindre sa pleine mesure doit être fondée sur le commerce de l'univers et de l'Empire,—et il s'ensuit naturellement que le Canada est l'un des principaux pays commerciaux du monde,—je suis d'opinion que la conférence qui vient de prendre fin est un grand pas de fait vers la restauration non seulement du commerce de notre pays,—et nous savons jusqu'à quel point la prospérité est basée sur le commerce,—mais aussi vers la réhabilitation du commerce mondial. Tout en me rendant bien compte également que ce sont toutes les nations du globe qui devraient avoir voix au chapitre touchant ces questions, plutôt qu'une simple portion de l'univers, en l'absence de cette intervention internationale et en présence de restrictions considérables de la part d'un grand nombre de ces pays, je ne puis que considérer d'un œil favorable le groupement qui a pris ses décisions en cette ville au mois d'août. Je désire féliciter le premier ministre du Canada de la part éminente qu'il a prise dans cette conférence et surtout des concessions que lui-même et ses collaborateurs ont obtenues en faveur de l'agriculture. Bien que le nuage de la dépression et les difficultés actuelles puissent jusqu'à un certain point éclipser, pour le moment, la valeur actuelle de sa contribution au développement de notre Commonwealth, je suis convaincu que la postérité le regardera comme l'un de ceux qui ont le plus